

La maîtrise des risques clients par secteur professionnel

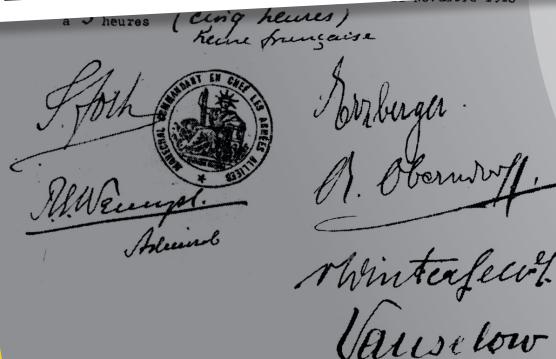
120 avenue Ledru-Rollin
 75011 PARIS
 Tél : 01 55 65 04 00
 Fax : 01 55 65 10 12

Mail : codinf@codinf.fr
 Web: <https://www.codinf.fr>

Directeur de publication :
 John MADZELA
 Rédacteur :
 Alain WOLGENSINGER



LA LETTRE CODINF



L'ARMISTICE, ENFIN ?

L'actualité de ces mois d'octobre écoulé et novembre bien avancé ressemble un peu à la météo : grisaille et éclaircies. Les Cassandre s'en donnent à cœur joie en annonçant la fin de notre pays et la déconsidération qui le frappe de partout, devant le spectacle déconcertant du vote d'un budget introuvable.

Les alliés d'hier qui nous ont permis d'écraser les ennemis d'alors se détournent de nous pour des raisons obscures ou désolantes d'égoïsme et d'aveuglement.

Mieux vaut alors détourner les yeux, faire un pas de côté et se concentrer sur ces quelques informations, trop rares et encore plus rarement soulignées, qui peuvent nous redonner un fil d'espoir, certes tenu mais bien là !

Car dans les batailles que mènent nos entreprises, malgré les menaces, c'est bien cela qui les fait tenir : l'instinct de survie et la combativité !

Il n'est que de regarder les créations (qui augmentent), les liquidations (qui baissent), l'acharnement déployé pour se sauvegarder ou pour récupérer son dû. Sans doute l'Armistice économique est-il encore loin. Des entreprises tomberont au champ d'honneur. Mais une relève semble poindre. Qu'elle soit remerciée : par les temps qui courrent, c'est bien d'oser regarder vers l'avenir.

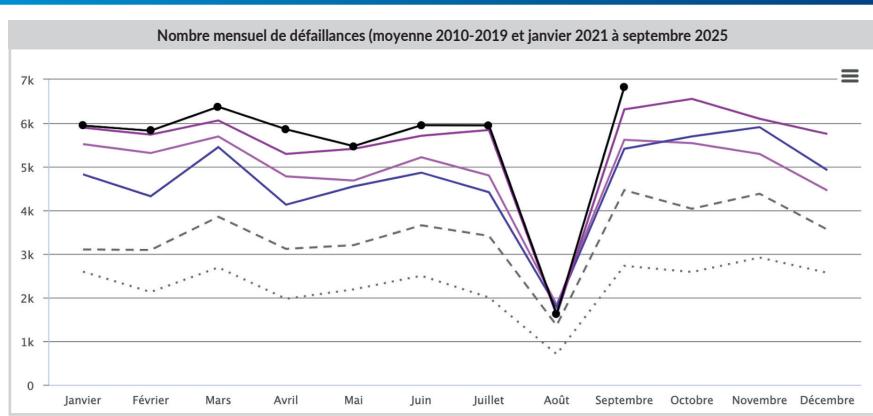
Alain Wolgensinger

DÉFAILLANCES D'ENTREPRISES : REPRISE DES COMBATS

Nous espérons une accalmie durable (enfin !). C'était la simple victoire d'une bataille simplement.

Sur le front économique, ça continue de tomber : les statistiques des défaillances sont à nouveau (et nettement) supérieures à la moyenne 2010-2019 : 6 828 entreprises en faillite au lieu de 5 615.

Autrement dit, 220 au lieu de 180 chaque jour.



Comme on peut le voir sur le graphique, les chiffres d'octobre sont souvent similaires voire pires.

On aimerait alors croire que les pouvoirs publics prennent conscience de la fragilité du tissu économique au-delà des débats un peu surréalistes sur les taxations de l'outil de travail.

AU RAPPORT !

En parallèle de la Banque de France, le Cabinet Altarès a également publié son étude sur défaillances et sauvegardes des entreprises en France au 3^e trimestre 2025 ([téléchargeable](#)).

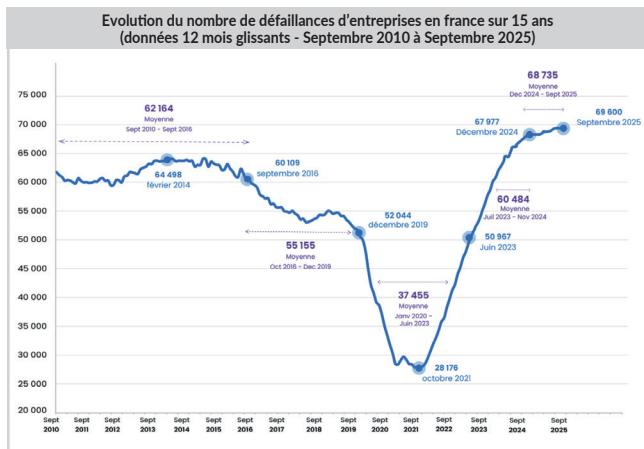
Son analyse est précieuse car elle observe sur la durée autant qu'elle souligne les détails souvent ignorés, inattendus voire contre-intuitifs :

- les PME de + 20 salariés désormais moins à la peine
- des secteurs qui résistent :
 - le commerce de détail (notamment les petites surfaces alimentaires : épiceries, boucheries, poissonneries mais également le meuble et le sport)
 - la construction (gros œuvre et construction de maisons individuelles)

- les procédures Sauvegarde et RJ représentent près d'un tiers des défaillances, ce qui laisse augurer quelques possibles rebonds (contrairement aux liquidations)

Mention spéciale à leur remarquable graphique sur 15 ans : qui aurait cru que durant la période qui suivit la longue crise des subprimes après 2008 les défaillances avaient autant baissé ?

Mais on voit aussi que nous tutoyons désormais le seuil des 70 000 défaillances...



Source : Extrait de l'étude Défaillances et sauvegardes des entreprises en France - T3 2025

FED CE QUE JE DIS...

La Fed (Banque Centrale américaine) vient de baisser ses taux. La BCE, craignant le retour de l'inflation, préfère surseoir. Et pourtant ...

Qui peut craindre une surchauffe de la consommation dans le climat actuel, aussi attentiste côté entreprises (qui gèlent les investissements dans un monde incertain) que côté particuliers (qui craignent les poussées d'impôts : la France n'est pas le seul pays endetté) ?

Et, autre intérêt d'un tel coup de pouce : éviter que l'Euro ne s'apprécie trop face au Dollar. Des secteurs comme l'aéronautique ou le pétrole y sont sensibles.



GOOD BYE, OLD TIMER

Passée relativement inaperçue, la fermeture fin octobre de l'usine (vieille de 300 ans !) produisant les sirops Teisseire en Isère nous rappelle brutalement cette dure réalité à laquelle tout Credit Manager est confronté : la pérennité n'est jamais assurée, même parmi les entreprises icônes du passé.

Alors que penser des PME, nettement plus vulnérables et souvent plus difficiles à analyser faute de comptes sociaux disponibles ? En Credit Management on se rappellera que l'INSEE avait souligné la mortalité infantile des jeunes pousses dans une étude en 2014 : près d'une entreprise sur deux disparaissait avant ses 5 ans !



DO YOU SPEAK FINTECH ? CROWDFUNDING ?

Ce lundi 03 novembre, le groupe DURALEX pourtant en redressement judiciaire depuis avril 2024 (cf. Lettre CODINF mai 2024) a réalisé un tour de force : lever 5 millions d'euros pour ses futurs investissements dans des outils de production.



Plutôt que de s'adresser au secteur bancaire (qui l'aurait vraisemblablement boudé), l'entreprise a préféré s'adresser à Lita, une Fintech c'est-à-dire une entreprise qui utilise la technologie numérique dans les domaines de la finance.

Cette plateforme de crowdfunding (financement participatif adressé au grand public) a alors ouvert les réservations pour investir dans Duralex. Un raz-de-marée ! L'entreprise espérait atteindre la somme en 4 à 6 semaines. C'est bouclé en... 6 heures ! Au total plus de 21 000 personnes et un ticket moyen de 900 euros. On louera la résilience de cette marque emblématique de notre enfance (à dire d'expert, 60% des RJ basculent en liquidation dans les 12 mois après leur ouverture). Mais en Credit Manager, on notera que (1) le prêt s'est fait à un taux de 8% (presque 3 fois les taux des prêts immobiliers), (2) les stocks vendus pour "faire du cash" lors de la reprise ne sont plus là pour ménager la trésorerie. Attention aux tressons...



QUIZ / LE SAVIEZ-VOUS ?

Les Priviléges du Trésor public, garanties dont bénéficie le Trésor public*, sont enregistrées au greffe du Tribunal compétent dès lors que la créance due atteint au minimum :

- 20 000 € 100 000 € 200 000 €

*c'est-à-dire l'État, les collectivités territoriales et les établissements publics.

REPONSE : 200 000 €

C'est seulement à partir de cette somme considérable que les garanties sont (ou devraient être) prises. Contrairement aux Priviléges de la Sécurité Sociale qui sont plus "réactifs" : ils inscrivent au registre des sûretés mobilières toutes les créances regroupées dues à l'Urssaf et autres institutions de prévoyances dès lors que le montant franchit, selon les cas, le seuil de 10 000 euros, 15 000 euros ou 20 000 euros. Solliciter auprès des greffes un état d'endettement sur les clients, c'est pas cher et ça peut rapporter gros !

COIN CONSEIL

POINT DE RISQUE, UTILISONS LES POINTS DE RISQUE !

COTATION EN "POINTS DE RISQUES" (PME-PMI)

CRITERES SIGNIFICATIFS	COTATION
apparition d'un concurrent	0 = non 1 = en partie vrai 2 = moyennement vrai 3 = assez vrai 4 = totalement vrai
faillite d'un client important	
déplacement de la zone de chalandise	

Nous évoquions dans la lettre du mois dernier les signaux faibles grâce auxquels nous aurions pu anticiper la fermeture d'un restaurant. Certains Credit Managers en ont fait des critères pleinement utilisés dans une grille de cotation en «Points de Risques» pour analyser leurs clients.

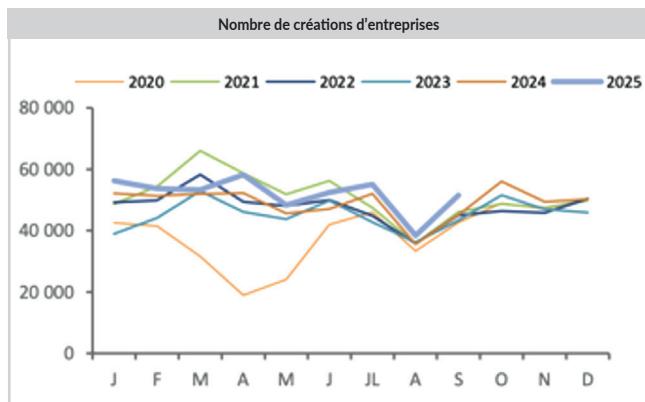
Exemples : changement brusque de banque, changement de direction, démission d'un comptable, problèmes de qualité, grèves ou rumeurs de tension, problème de santé ou divorce du dirigeant, etc.

Comme il s'agit d'éléments peu quantifiables, contrairement à l'analyse financière des comptes, il conviendra d'interpréter ces signaux avec une certaine mesure (ex: non avéré, en partie vrai, etc.). Mais de l'aveu des praticiens, les résultats sont parfois étonnantes. En particulier si les signaux s'accumulent, on détecte vite l'alerte !

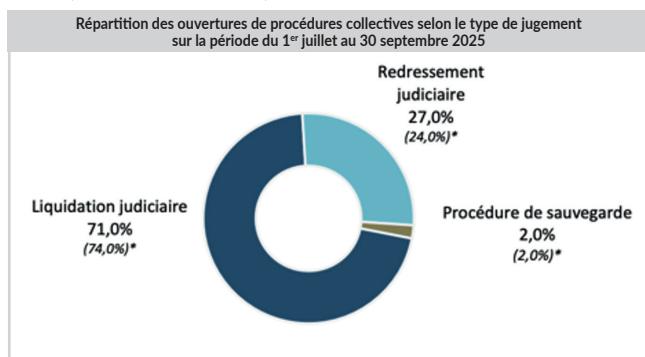
UN BAROMÈTRE BIEN INTÉRESSANT

Le CNGTC (Conseil National des Greffiers des Tribunaux de Commerce) a publié son baromètre des entreprises pour le 3ème trimestre 2025 ([téléchargeable](#)). Dans la morosité politico-automnale actuelle, certains chiffres révèlent une énergie du tissu économique. Source: Baromètre des Entreprises 3T25 :

- Une création d'entreprises qui reste étonnamment dynamique :



- Des procédures collectives dans lesquels la part RJ+Sauvegarde augmente : entreprises moribondes mais pas mortes !



* Figurent entre parenthèses les chiffres du 1^{er} juillet au 30 septembre 2024

- Une analyse plus fine des effectifs révèle que les meilleures chances de survie sont concentrées dans les PME plus grandes : les entreprises en procédure de sauvegarde comptent en moyenne 11 personnes ; les entreprises en RJ, 8 personnes ; les entreprises liquidées, moins de 2 personnes !
- Enfin, plus de 8 500 Injonctions de payer sollicitées et obtenues (totalement ou partiellement) chaque mois ! Ce qui démontre une combativité des créanciers.

Qui parle de capituler ?

PRÉSENCE DU CODINF AUPRÈS DES ORGANISMES PARTENAIRES

Activité RFAR : 14 octobre

RETARDS DE PAIEMENT FOURNISSEURS SANCTIONNÉS PAR LA DGCCRF

Montant sanction (en €)	Raison sociale	Siret	Date
115 000 €	CREUZET AERONAUTIQUE	72705008000017	15/10/2025
90 000 €	CLINIQUE SAINT AUGUSTIN	45520353900016	15/10/2025
75 000 €	SA PARIS SAINT DENIS AERO	43380495200011	09/10/2025
65 000 €	ANTILLAISE COMMERCIALE INDUSTRIELLE	32896066100028	17/10/2025
49 000 €	SAS BALGUERIE OUTRE-MER GUADELOUPE	34809229700046	17/10/2025
48 000 €	SOCIETE INTERNATIONALE DES MOTEURS BAUDOUIN	50998573500026	09/10/2025
44 000 €	PERRIN VERMOT	30647461000020	15/10/2025
42 000 €	SAS NUVIA STRUCTURE	48793032300026	09/10/2025
39 000 €	SAS SOBREVAL	44224815900026	09/10/2025
37 000 €	GUADELOUPEENNE DE DISTRIBUTION	33111035300124	17/10/2025
31 000 €	SOCIETE CENTRALE ETHNIQUE	52116986200039	15/10/2025
19 000 €	YSCO France	43531711000011	17/10/2025
19 000 €	S.A.S. JTEKT BEARINGS France	51772011600022	17/10/2025
12 000 €	SAS VALLJET	50145790700092	17/10/2025
11 000 €	SAS JOSSO	34852504900022	09/10/2025
10 000 €	S.A.S. FEDERAL MOGUL OPERATIONS France	43390774800019	17/10/2025
8 000 €	MISTRAS GROUP SAS	32916803300150	15/10/2025
8 000 €	SATEB	31492788000042	09/10/2025
8 000 €	ANCHETTI	44221529900029	09/10/2025

